



PP40064924

les affaires.com

3,25 \$ | 72 PAGES

NUMÉRO DU 19 NOVEMBRE 2011 | N° 42

14

NUMÉRO DU 19 NOVEMBRE 2011
LES AFFAIRES | WWW.LESAFFAIRES.COM

■ **commentaire**

JEAN-PAUL GAGNÉ
jean-paul.gagne@transcontinental.ca



Le futur pont Champlain, truc utilitaire ou levier de fierté?

Tout le monde s'est réjoui de l'annonce de l'ouvrage qui remplacera le pont Champlain, dont la vétusté inquiète. Ce pont, le plus achalandé du Canada, est l'accès le plus important, le plus visible et le plus indispensable à l'île de Montréal. Il reçoit la grande majorité des véhicules lourds qui relient les provinces de l'Atlantique et l'Ontario, sans compter les automobilistes qui arrivent des États-Unis.

Malheureusement, la façon dont on a annoncé la construction du nouveau pont n'a rien de rassurant. Le principal partenaire d'Ottawa dans la gestion de ce dossier, le gouvernement du Québec, n'a même pas été invité. C'est de la petite politique, doublée de mépris. Comme si le fédéral s'était dit: « Vous voulez un nouveau pont, vous l'aurez. » Et le transport collectif? « On ne s'en occupe pas, c'est l'affaire de Québec. » Bien sûr, on parle de collaboration éventuelle, mais ça n'augure rien de bon. Surtout quand on considère les enjeux importants associés à ce projet.

Le plus important de ceux-ci est le mode de transport collectif qui devra être greffé au nouvel ouvrage. Comment le gouvernement du Québec et les agglomérations riveraines seront-ils intégrés à la démarche de planification qui s'impose? Même s'il est appelé à payer le gros de la facture, le gouvernement fédéral ne peut faire, seul, le choix et l'optimisation du système de transport collectif qui fera partie de la future infrastructure.

La question du péage est un autre enjeu qui ne peut être l'affaire d'Ottawa seulement. Il faut que la mise en place de ce dispositif de financement soit coordonnée avec les autres projets de péage dont on discute déjà dans la métropole. Si le principe de l'utilisateur payeur est incontournable, il va de soi que l'implantation d'un péage sur le futur pont

Sa construction doit être l'occasion de montrer la créativité et l'ingénierie québécoises... Il faut en faire un outil de marketing pour Montréal.

doit faire l'objet d'une réflexion plus globale que le seul financement du pont lui-même.

On ne peut pas non plus être indifférent à l'aspect esthétique du futur pont, qui ne doit pas être considéré comme une simple infrastructure reliant les deux rives du Saint-Laurent. On doit aussi en faire un vecteur de commercialisation des avantages de Montréal. Sa construction doit être l'occasion de montrer la créativité et l'ingénierie québécoises, comme l'a récemment suggéré l'homme d'affaires Stephen Leopold, président du conseil d'Avison Young Québec, devant 400 gestionnaires de projet réunis par PMI Montréal.

Stephen Leopold suggère aussi avec raison que le futur pont soit une vitrine pour Montréal, comme l'ont fait d'autres villes, telles Boston avec le Zakim, son magnifique pont à haubans, San Francisco avec le Golden Gate, New York avec le pont George-Washington, Shanghai avec le Lupu, Le Havre avec le pont de Normandie, Valence en Espagne avec le pont conçu par Santiago Calatrava, l'un des grands architectes du monde, etc. La construction du nouvel ouvrage est une occasion

unique de donner à Montréal une autre infrastructure de prestige et un moyen de rehausser sa réputation d'être une des plus belles villes de la planète.

Arrêtons de penser petit

Quand Ottawa a annoncé sa décision de construire le futur pont, des voix se sont fait entendre rapidement pour dire qu'on devrait privilégier une solution bon marché, comme si ce pont était une simple infrastructure utilitaire. Il faut plutôt en faire un levier de fierté pour la population et un outil de marketing pour Montréal, le Québec et le Canada. Stephen Leopold suggère avec raison d'inviter des architectes de réputation internationale à soumettre des projets de design du futur ouvrage. Le beau ne coûte pas nécessairement beaucoup plus cher que l'ordinaire.

La gouvernance du projet est un autre enjeu majeur. Qui réussira à concilier les intérêts des usagers, des contribuables et des trois ordres de gouvernements? Ce ne peut pas être un gouvernement seul. Pourquoi ne pas confier la réalisation de ce projet à un comité organisateur, comme on le fait pour les Jeux olympiques et les expositions universelles? Celui-ci serait présidé par une personnalité reconnue pour sa compétence, sa crédibilité, son jugement, son intégrité, son humilité, toutes des qualités nécessaires pour mobiliser la population, sécuriser les sceptiques et concilier les intérêts des élus.

La structure de gestion de ce projet sera cruciale pour assurer son succès. Nous avons les compétences nécessaires. C'est à nos chefs politiques d'assumer leur leadership et de former ce comité exécutif. Passer à côté de ce défi serait faire preuve d'un manque de vision préoccupant. ■

J'aime

Le juge américain, Jed S. Rakoff (notre photo), qui a sévi dans une cause célèbre impliquant la Bank of America en 2009, vient de condamner à 11 ans de prison et à une amende de 92,8 millions de dollars américains le fondateur du Galleon Group, Raj Rajaratnam, pour des transactions d'initiés fondées prétendument sur des informations confidentielles reçues d'un ex-administrateur de Goldman Sachs, Rajat Gupta, lui aussi accusé dans cette affaire.



PHOTO : BLOOMBERG

Je n'aime pas

Selon une étude du Swiss Federal Institute of Technology publiée dans la revue *New Scientist*, les 147 plus grandes sociétés du monde contrôlent 40% de l'activité économique mondiale grâce à leurs liens de propriété croisés. Ce groupe représente seulement 1% des 43 000 entreprises transnationales, dont les liens ont été analysés par les auteurs de l'étude. Cela ne signifie pas que ce groupe très restreint conspire pour contrôler l'économie mondiale. Par contre, les liens qui les réunissent les rendent vulnérables face à des difficultés que certaines d'entre elles pourraient subir. De plus, leur capacité collective peut être un obstacle à la volonté des États d'apporter des changements à leurs pratiques.

MON COMMENTAIRE